ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

le 18 février 194

d'une demande d'avis

sur un projet d'arrêté du Régent modifiant et complétant l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 relatif aux compléments de pension de vieillesse et de survie,

a donné en sa séance du

2 mars 1949

l'avis suivant : Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui réalise les intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exposées.

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg

op 18 februari 194 , hem

van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot wijziging en aanvulling van het Besluit van de Regent van 10 Mei 1948 betreffende de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen,

heeft ter zitting van

2 Maart 1949

het volgend advies gegeven : De Raad van State stelt de volgende tekst voor, die beantwoordt aan de bedoelingen van de Regering, zoals deze hem werden uiteengezet.

Arrêté du Régent modifiant l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 relatif aux compléments de pension de vieillesse et de survie.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 modifiant et coordonnant les arrêtés du Régent des 16 septembre 1946 et 21 mai 1947 relatifs aux compléments de pension de vieillesse et de survie;

Vu l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946, coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;

Vu l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946, pris en exécution des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article ler -

L'article ler de l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 est remplacé par la disposition suivante :

"Article ler.- § ler - Un complément de pension de vieillesse est accordé aux anciens ouvriers et employés de l'un ou l'autre sexe visés par l'article 40, § 1, A, des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946, quelle que soit leur nationalité.

"§ 2.- Les conditions d'octroi prévues au § ler, A, B, alinéas 1 et 2 et C de l'article 40 précité sont applicables en ce qui concerne ce complément, sous les réserves suivantes :

1° Est censé avoir effectué les versements exigés par ces dispositions toute personne visée au § ler, qui établit que la quote-part qui lui incombe sur ces versements a été effectivement prélevée sur sa rémunération ou, pour les périodes où elle se trouvait en état de chômage ou d'incapacité de travail par suite de maladie, que sa cotisation a été régulièrement payée.

2° Sont pris en considération pour la détermination du nombre de versements exigés par ces dispositions, les versements obligatoires régulièrement effectués par les personnes visées au § ler, qui ont été occupées dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention d'union économique ou une convention d'assimilation.

§ 3.- Le complément de pension de vieillesse est accordé au plus tôt à l'âge de 65 ans; toutefois il peut être accordé aux employées qui se trouvent dans les autres conditions requises, dès qu'elles ont atteint l'âge de 60 ans.

§ 4.- Les anciens ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe qui ont été occupés au service d'un établissement public ou d'un établissement d'utilité publique régi soit par une loi prévoyant au moins l'octroi aux intéressés d'une pension de vieillesse, soit par un règlement assurant aux intéressés, à leurs veuves et à leurs orphelins des avantages au moins égaux à ceux qui résultent des dispositions légales sur la matière, dans les conditions d'équivalence constatée par le Ministre qui a la prévoyance sociale dans ses attributions, bénéficient du complément de pension de vieillesse lorsqu'ils se trouvent dans les mêmes conditions que ceux qui sont visés au § ler du présent article.

Sont assimilés aux versements et périodes exigés par les dispositions visées au § 2 du présent article, les versements qui ont été effectués au compte des intéressés pour application du statut spécial qui les régissait et les périodes pendant lesquelles ils ont été soumis à ce statut."

Article 2.-

L'article 3, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" § 2 - Pour les bénéficiaires se trouvant dans le cas prévu à l'article ler, § 2, 2° , du présent arrêté, le montant du complément de pension de vieillesse est fixé proportionnellement au rapport entre le nombre de versements effectués en Belgique et le nombre total de versements requis".

Article 3.-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 4.- Un complément de pension de survie est accordé:

1° aux veuves non remariées d'ouvriers ou d'employés qui sont nés avant le ler janvier 1867 ou qui étant nés après le 31 décembre 1866, sont décédés avant l'expiration du mois de l'année 1932, qui correspond à celui de leur naissance, et à condition qu'elles établissent :

a) que leur mari était ouvrier ou employé au moment de son décès ou à l'âge de 65 ans;

b) que le montant annuel de leurs revenus bruts ne dépasse pas 8.000 frs.

2° aux veuves non remariées d'ouvriers ou d'employés nés après le 31 décembre 1866 et décédés après l'expiration du mois de l'année 1932 qui correspond à celui de leur naissance, au compte desquels ont été effectués :

a) les versements requis par l'article 40, § 1er, A, 2°, des lois coordonnées précitées, pour les assurés du même âge, si le mari est décédé après l'âge de 65 ans;

b) les versements requis par l'article 40, § 1er, A, 2°, des lois coordonnées précitées, pour les assurés qui auraient atteint l'âge de 65 ans, à la date du dernier anniversaire de naissance du mari, si celui-ci est décédé avant l'âge de 65 ans;

3° aux veuves non remariées, d'ouvriers ou d'employés qui ont bénéficié du complément de pension de vieillesse."

Article 4.-

Dans le même arrêté est inséré un article 6bis ainsi conçu :

"Article 6bis - Les dispositions de l'article 1er, § 2 et 4 et de l'article 3, § 2, du présent arrêté, relatifs au complément de pension de vieillesse, sont applicables au complément de pension de survie dont l'octroi est réglé par les articles 4 à 6 ci-avant, quelle que soit la nationalité de l'intéressée."

Article 5.-

L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7 - § 1er - Les dépenses relatives aux compléments de pension de vieillesse et de survie sont liquidées à l'intervention de la Caisse nationale des majorations de rente de vieillesse et de veuve et des allocations d'orphelins, instituée par l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939.
Les compléments de pension sont acquis par mois et liquidés mensuellement à partir de la date et dans les conditions qui seront fixées par le Ministre qui a la prévoyance sociale dans ses attributions. Les sommes revenant aux bénéficiaires sont liquidées sans tenir compte des fractions inférieures au franc.

A titre transitoire, et jusqu'à la date fixée par le Ministre en application de l'alinéa précédent, la liquidation sera faite de la manière prévue par l'article 89 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946, pris en exécution des lois coordonnées précitées.

§ 2 - La Caisse nationale tient une comptabilité distincte pour ses dépenses relatives aux compléments de pension de vieillesse et de pension de survie, suivant que ces avantages sont accordés, d'une part, à des ouvriers ou à des veuves d'ouvriers et d'autre part, à des employés ou à des veuves d'employés.

La Caisse nationale impute les dépenses totales faites pour les ouvriers et les veuves d'ouvriers y compris les frais d'administration et les frais de paiement, sur les sommes qui lui sont versées en exécution de l'article 4, litt. A, 1er alinéa, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

La Caisse nationale met à charge du Fonds d'allocation pour employés, les dépenses totales faites pour les employés et les veuves d'employés, y compris les frais d'administration et les frais de paiement.

Le Fonds d'allocation pour employés tient une comptabilité spéciale des opérations qui résultent pour cette institution de l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, modifié par l'arrêté-loi du 20 mars 1945.

Les frais de paiement des arrérages des compléments de pension ne sont supportés par la Caisse nationale ou le Fonds d'allocations pour employés qu'à partir du moment où les arrérages seront payés mensuellement.

§ 3 - Si les sommes versées à la Caisse nationale, en exécution de l'article 4, litt. A, 1er alinéa de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 et au Fonds d'allocation, en exécution de l'article 4, litt. B, 1er alinéa, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, modifié par l'arrêté-loi du 20 mars 1945, sont inférieures aux dépenses visées ci-dessus, ces institutions sont autorisées, pour couvrir la différence

à contracter des emprunts auprès des organismes d'assurance c chargés de l'exécution des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et de la loi du 18 juin 1930 en égard aux recettes résultant pour ces organismes de l'exécution de ces lois.

Le taux d'intérêt de ces emprunts est égal à celui d'après lequel sont calculés les tarifs d'assurance en vigueur pour l'application des lois susvisées augmenté, le cas échéant, d'une quotité à fixer par arrêté royal après accord avec les organismes intéressés".

Article 6.-

L'article 9 du même arrêté est remplace par la disposition suivante :

"Article 9.- § ler. Les bénéficiaires de nationalité belge, qui ont été occupés dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention d'union économique ou une convention d'assimilation, ou leurs veuves, sont tenus de faire valoir leurs droits éventuels aux avantages prévus par la législation étrangère concernant l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Le montant des pensions, indemnités ou allocations supérieures à 600 francs par an, qui leur sont payées en vertu de la législation étrangère, est déduit du montant du complément de pension de vieillesse ou de survie.

Cette réduction est opérée dans la mesure nécessaire pour ramener le montant total des avantages accordés en vertu des législations belge et étrangère, au montant maximum absolu en ce qui concerne les salariés, de la majoration de rente de vieillesse sans enquête sur les ressources, du complément de pension de vieillesse et, éventuellement, de l'allocation de vieillesse et, en ce qui concerne les veuves, de la majoration de rente de veuve, du complément de pension de survie et éventuellement de l'allocation de veuve".

.../...

§ 2.- Est déduite du montant du complément de pension de vieillesse ou de survie, la rente établie avant tout paiement en capital et accordée en vertu des législations concernant la réparation des dommages résultant d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Toutefois cette déduction n'est opérée que dans la mesure où la dite rente excède le montant de celle qui aurait été accordée sur base du salaire hypothétique visé à l'article 5 de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail.

Article 7.-

L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10.- Les dispositions des articles 71, 79 et 86 des lois coordonnées ainsi que celles des articles 87 et 88 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946 pris en exécution des dites lois coordonnées ayant trait à la majoration de rente de vieillesse et de veuve sont applicables pour les compléments de pension de vieillesse et de survie.

Nul n'est admis au bénéfice du complément de pension de vieillesse que s'il a exercé en Belgique une activité professionnelle à raison de laquelle ceux qui l'exercent actuellement sont assujettis effectivement à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ou, si, étant belge, il a exercé cette activité dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention d'union économique ou d'assimilation, et ce, pendant toute la période à prendre en considération.

La veuve ne peut prétendre à l'octroi du complément de pension de survie que si le marie défunt se trouvait dans les conditions prévues à l'alinéa précédent".

.../...

Article 8.-

L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11.- § 1er. Les anciens ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe qui désirent bénéficier du complément de pension de vieillesse sont tenus d'introduire une demande en majoration de rente de vieillesse sans enquête sur les ressources.

Le complément de pension de vieillesse est accordé d'office aux personnes visées à l'article 1er du présent arrêté à partir de la date à laquelle la demande en majoration de rente de vieillesse, sans enquête sur les ressources, sort ses effets.

§ 2. Le complément de pension de survie est accordé d'office, au plus tôt à partir de l'âge de 55 ans ou à partir du premier du mois qui suit celui au cours duquel leur mari est décédé, aux veuves des anciens ouvriers et employés qui sont bénéficiaires de la majoration de rente de veuve ou dont le mari a bénéficié du complément de pension de vieillesse, pour autant qu'elles réunissent les conditions du présent arrêté.

Les autres veuves sont tenues d'introduire une demande de majoration de rente de veuve, si leur mari est né après le 31 décembre 1866 et est décédé après l'expiration du mois de l'année 1932 qui correspond à celui de sa naissance ou une demande de complément de pension de survie si leur mari est né avant le 1er janvier 1867 ou s'il est décédé avant l'expiration du mois de l'année 1932 qui correspond à celui de sa naissance.

La demande de complément de pension de survie doit être adressée par lettre datée et signée et sous pli recommandé à la poste, au Ministre qui a la prévoyance sociale dans ses attributions.

.../...

Le complément de pension de survie prend cours le premier du mois qui suit celui de l'introduction de la demande, toutefois, si cette demande a été formulée dans un délai de six mois, à compter du jour du décès du mari, le complément de pension de survie prend cours le premier du mois qui suit celui au cours duquel est survenu le décès du mari".

Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Ses dispositions sont applicables à toute demande de complément de pension de vieillesse ou de survie, sur laquelle il n'a pas été statué définitivement à cette date; toutefois aucun complément de pension de vieillesse ou de survie accordé en vertu des dispositions nouvelles du présent arrêté, ne pourra prendre cours avant le 1er février 1949.

Article 10.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Besluit van de Regent tot wijziging van het besluit van de Regent van 10 Mei 1948 betreffende de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke verzekering der arbeiders en inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 Mei 1948 tot wijziging en samenordening van de besluiten van de Regent van 16 September 1946 en 21 Mei 1947 betreffende de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen;

Gelet op het besluit van de Regent van 12 September 1946, tot samenordening van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood;

Gelet op het besluit van de Regent van 14 September 1946, genomen in uitvoering van de wetten samengeordend bij besluit van de Regent van 12 September 1946;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Artikel 1.-

Artikel 1 van het besluit van de Regent van 10 Mei 1948 wordt door de volgende bepaling vervangen:

.../...

" Artikel 1.- § 1.- Een aanvullend ouderdomspensioen wordt verleend aan de gewezen arbeiders en bedienden van beider kunne, bedoeld bij artikel 40, § 1, A van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, samengeordend bij besluit van de Regent van 12 September 1946, onverschillig van welke nationaliteit zij zijn.

§ 2.- De in § 1 A, B alinea's 1 en 2 en C van voornoemd artikel 40 voorziene voorwaarden van toekenning zijn toepasselijk wat betreft dit aanvullend ouderdomspensioen, onder voorbehoud van wat volgt:

1° wordt geacht de door deze bepalingen vereiste stortingen te hebben gedaan, ieder persoon bedoeld in § 1, die bewijst dat het hem ten laste vallend aandeel in deze stortingen werkelijk afgehouden werd van zijn bezoldiging of dat zijn bijdrage, voor de perioden gedurende dewelke hij werkloos of wegens ziekte tot arbeiden ongeschikt was, regelmatig werd betaald.

2° worden in aanmerking genomen voor de vaststelling van het getal stortingen, vereist door deze bepalingen, de verplichte stortingen, welke regelmatig werden gedaan door de personen bedoeld in § 1, die te werk werden gesteld in een land waarmee België een verdrag van economische unie of een overeenkomst tot gelijkstelling heeft gesloten.

§ 3.- Het aanvullend ouderdomspensioen wordt ten vroegste verleend op de leeftijd van 65 jaar; het kan nochtans verleend worden aan de vrouwelijke bedienden, die zich in de andere vereiste voorwaarden bevinden, zodra zij de leeftijd van 60 jaar hebben bereikt.

§ 4.- De gewezen arbeiders en bedienden van beider kunne, die te werk werden gesteld in dienst van een openbare instelling of van een instelling te algemenen nutte, beheerd hetzij door een wet waarbij ten minste het verlenen van een

.../...

ouderdomspensioen aan de belanghebbenden wordt voorzien, hetzij door een reglement waarbij aan de belanghebbenden, aan hun weduwen en aan hun wezen voordelen worden verzekerd, die ten minste gelijkwaardig zijn aan die, welke voortvloeien uit de wetsbepalingen ter zake, in de voorwaarden van gelijkwaardigheid vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Voorzorg behoort, genieten het aanvullend ouderdomspensioen wanneer zij zich in dezelfde voorwaarden bevinden als de in § 1 van dit artikel bedoelde personen.

Worden gelijkgesteld met de stortingen en perioden, welke vereist worden door de in § 2 van dit artikel bedoelde bepalingen, de stortingen, die voor rekening van de belanghebbenden werden gedaan, bij toepassing van het speciaal statuut dat hen beheerde en de perioden gedurende dewelke zij aan dit statuut onderworpen zijn geweest".

Artikel 2.-

Artikel 3, § 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

" § 2.- Voor de gerechtigden, die zich bevinden in het geval, voorzien bij artikel 1, § 2, 2° van dit besluit, wordt het bedrag van het aanvullend ouderdomspensioen vastgesteld naar de verhouding tussen het aantal in België gedane stortingen en het totaal aantaal vereiste stortingen".

Artikel 3.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 4.- Een aanvullend overlevingspensioen wordt verleend:

1° aan de niet hertrouwde weduwen van arbeiders of bedienden die vóór 1 Januari 1867 geboren zijn of die na 31 December 1866 waren geboren en overleden zijn vóór het verstrijken van de maand van het jaar 1932, die overeenstemt met die van hun geboorte, en op voorwaarde dat zij bewijzen:

a) dat hun man op het ogenblik van zijn overlijden of op de leeftijd van 65 jaar arbeider of bediende was;

b) dat het jaarlijks bedrag van hun bruto-inkomen 8.000 frank niet overschrijdt;

2° aan de niet hertrouwde weduwen van arbeiders of bedienden die geboren waren na 31 December 1866 en overleden zijn na het verstrijken van de maand van het jaar 1932 die overeenstemt met die van hun geboorte, op wier rekening werden gedaan:

a) de stortingen die bij artikel 40, § 1, A, 2° der voornoemde samengeordende wetten, voor de verzekerden van dezelfde leeftijd worden vereist, indien de man na de leeftijd van 65 jaar is overleden;

b) de stortingen die bij artikel 40, § 1, A, 2° der voornoemde samengeordende wetten worden vereist voor de verzekerden die de leeftijd van 65 jaar zouden hebben bereikt, op de datum van de laatste verjaardag van de geboorte van de man, indien deze laatste vóór de leeftijd van 65 jaar is overleden;

3° aan de niet hertrouwde weduwen van arbeiders of bedienden, die met het aanvullend ouderdomspensioen begunstigd zijn geweest".

Artikel 4.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt:

" Artikel 6 bis.- De bepalingen van artikel 1, § § 2 en 4, en van artikel 3, § 2 van dit besluit, betreffende het aanvullend ouderdomspensioen, zijn toepasselijk op het aanvullend overlevingspensioen waarvan de toekenning bij de bovenstaande artikelen 4 en 6 geregeld wordt, welke ook de nationaliteit van de belanghebbende zij".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 7.- § 1.- De uitgaven betreffende de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen worden vereffend door het toedoen van de Nationale Kas voor de ouderdoms- weduwerentetoeslagen en de wezentoelagen, opgericht bij het koninklijk besluit nr 16 van 22 Juli 1939.

De aanvullende pensioenen worden per maand verworven en maandelijks uitgekeerd van af de datum en onder de voorwaarden die zullen worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Voorzorg behoort. De aan de begunstigden toekomende sommen worden uitgekeerd zonder acht te slaan op de fracties van minder dan een frank.

Bij wijze van overgang, en tot de datum, die door de Minister bij toepassing van de vorige alinea wordt bepaald, wordt de uitkering gedaan zoals voorzien in artikel 89 van het besluit van de Regent van 14 September 1946, genomen ter uitvoering van de voornoemde samengeordende wetten .

§ 2.- De Nationale Kas houdt een afzonderlijke comptabiliteit voor de uitgaven betreffende de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen, naar gelang bedoelde voordelen worden verleend aan arbeiders of aan weduwen van arbeiders, enerzijds, en aan bedienden of aan weduwen van bedienden anderzijds.

De Nationale Kas rekent de totale uitgaven gedaan voor de arbeiders en de weduwen van arbeiders, met inbegrip van de administratiekosten en de kosten van uitkering, aan op de sommen die haar worden gestort in uitvoering van artikel 4, litt. A, 1e alinea, van de besluitwet van 28 December 1944.

De Nationale Kas legt ten lastevan het Toelagenfonds voor bedienden, de totale uitgaven gedaan voor de

.../...

bedienden en de weduwen van bedienden, met inbegrip van de administratiekosten en de kosten van uitkering.

Het Toelagenfonds voor bedienden houdt een speciale comptabiliteit betreffende de verrichtingen, die voor deze instelling voortvloeien uit de toepassing van de besluitwet van 28 December 1944, gewijzigd bij de besluitwet van 20 Maart 1945.

De kosten van uitkering van de termijnen der aanvullende pensioenen worden door de Nationale Kas of het Toelagenfonds voor bedienden eerst gedragen van af de datum waarop de termijnen maandelijks zullen worden uitbetaald.

§ 3.- Indien de sommen, die aan de Nationale Kas werden gestort ter uitvoering van artikel 4, litt. A, le alinea van de besluitwet van 28 December 1944 en aan het Toelagenfonds, ter uitvoering van artikel 4, litt. B. le alinea van de besluitwet van 28 December 1944, gewijzigd bij de besluitwet van 20 Maart 1945, lager zijn dan bovenbedoelde uitgaven, worden voormelde instellingen er toe gemachtigd, ten einde het verschil te dekken, leningen aan te gaan bij de verzekeringsinstellingen die met de uitvoering van de bij besluit van de Regent van 12 September 1946 samengeordende wetten en van de wet van 18 Juni 1930, zijn belast, met inachtneming van de ontvangsten die voor deze organismen uit de uitvoering van vermelde wetten voortvloeien.

De interestvoet dezer leningen is gelijk aan die, volgens welke de verzekeringstarieven zijn berekend die gelden voor de toepassing van bovenvermelde wetten, in voorkomend geval verhoogd met een gedeelte dat zal worden vastgesteld bij koninklijk besluit na akkoord met de betrokken instellingen.

Artikel 6.-

Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

.../...

" Artikel 9.- § 1.- De gerechtigden van Belgische nationaliteit, die werden te werk gesteld in een land waarmede België een verdrag van economische unie of een overeenkomst tot gelijkstelling heeft gesloten, of hun weduwen, zijn er toe gehouden hun eventuele rechten te laten gelden op de voordelen, welke bij de vreemde wetgeving betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood zijn voorzien.

Het bedrag van de pensioenen, vergoedingen of toelagen, die 600 frank per jaar overschrijden en die hun krachtens de vreemde wetgeving worden uitgekeerd, wordt van het bedrag van het aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen afgetrokken.

Deze vermindering wordt toegepast in de mate, die nodig is om het totaal bedrag van de krachtens de Belgische en de vreemde wetgevingen verleende voordelen terug te brengen op het volstrekt maximumbedrag van de ouderdomsrentetoeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen, het aanvullend ouderdomspensioen, en, in voorkomend geval, van de ouderdomstoelage wat de loontrekkenden betreft, en wat de weduwen betreft, van de weduwerentetoeslag, het aanvullend overlevingspensioen en in voorkomend geval, van de weduwetoelage.

§ 2.- Wordt van het bedrag van het aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen afgetrokken de rente, die vóór elke uitbetaling in kapitaal gevestigd is en toegekend wordt krachtens de wetgevingen betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen of beroepsziekten.

Nochtans wordt deze aftrekking slechts gedaan voor zover de gezegde rente hoger is dan het bedrag van die, welke zou toegekend zijn op de basis van het hypothetisch loon, bedoeld bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 19 October 1944 betreffende het verlenen van toelagen aan sommige categorieën van door arbeidsongevallen getroffenen!"

.../...

Artikel 7.-

Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 10.- De bepalingen van de artikelen 71, 79 en 86 der samengeordende wetten, evenals die van de artikelen 87 en 88 van het besluit van de Regent van 14 September 1946, genomen ter uitvoering van de gezegde samengeordende wetten, die betrekking hebben op de ouderdomsrente- en de weduwerentetoeslag, zijn toepasselijk op het aanvullend ouderdoms- en overlevingspensioen.

Niemand heeft recht op het aanvullend ouderdomspensioen, tenzij hij in België een bedrijfsactiviteit heeft uitgeoefend waarvoor diegenen, die ze thans uitoefenen, werkelijk onderworpen zijn aan de toepassing der besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke verzekering der arbeiders, of, indien hij als Belg die activiteit heeft uitgeoefend, in een land waarmede België een overeenkomst van economische unie of van gelijkstelling heeft afgesloten, en wel voor de volledige periode, die in aanmerking te nemen is.

De weduwe mag op het toekennen van het aanvullend overlevingspensioen slechts aanspraak maken, indien de overleden man zich in de voorwaarden bevond, die bij de voorgaande alinea zijn bepaald".

Artikel 8.-

Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 11.- § 1. - De gewezen arbeiders en bedienden van beider kunne, die met het aanvullend ouderdomspensioen wensen begunstigd te worden, zijn er toe gehouden een aanvraag om ouderdomsrentetoeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen in te dienen.

.../...

Het aanvullend ouderdomspensioen wordt ambtshalve verleend aan de bij artikel 1 van dit besluit bedoelde personen, met ingang van de datum waarop de aanvraag om ouderdomsrentetoeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen haar uitwerking heeft.

§ 2.- Het aanvullend overlevingspensioen wordt ten vroegste van af de leeftijd van 55 jaar of van af de eerste dag der maand volgend op die in de loop waarvan hun man is overleden, ambtshalve verleend aan de weduwen van de gewezen arbeiders en bedienden, die met de weduwerentetoeslag zijn begunstigd of wier man het aanvullend ouderdomspensioen heeft genoten voor zover zij aan de bij dit besluit gestelde voorwaarden voldoen.

De andere weduwen zijn er toe gehouden een aanvraag om weduwerentetoeslag in te dienen wanneer hun man na 31 December 1866 is geboren en overleden is na afloop van de maand in het jaar 1932, die overeenstemt met die van zijn geboorte of een aanvraag om aanvullend overlevingspensioen in te dienen wanneer hun man vóór 1 Januari 1867 is geboren of overleden is vóór het verstrijken van de maand in het jaar 1932, die overeenstemt met die van zijn geboorte.

De aanvraag om aanvullend overlevingspensioen dient door middel van een gedateerd en ondertekend en ter post aangetekend schrijven gericht tot de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Voorzorg behoort.

Het aanvullend overlevingspensioen gaat in de eerste dag van de maand volgend op die in de loop waarvan de aanvraag werd ingediend; nochtans, indien bedoelde aanvraag werd ingediend binnen een termijn van zes maand ingaande de dag van overlijden van de man, gaat het aanvullend overlevingspensioen in de eerste dag van de maand die volgt op die in de loop waarvan het overlijden van de man is voorgekomen".

.../...

Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Zijn bepalingen zijn toepasselijk op iedere aanvraag tot aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen, waarover op die datum niet definitief uitspraak is gedaan; geen enkel aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen, dat krachtens de nieuwe bepalingen van dit besluit is toegekend, mag evenwel vóór 1 Februari 1949 ingang nemen.

Artikel 10.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te de

VANWEGE DE REGENT:

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Waren aanwezig :		Etaient présents :	
De Heren :	F. LEPAGE,	raadsheer van State,	voorzitter
Messieurs :		conseiller d'Etat,	président
	D. DECLEIRE,	raadsheren van State	
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat	
	E. VAN DIEVOET	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	M. STENUIT	assesseurs de la section de législation	
	J. CYPRES,	adjunct-griffier,	griffier
		greffier adjoint,	greffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F.LEPAGE, Raadsheer van State.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE, Conseiller d'Etat.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,